

Equateur: entretien avec la ministre du secrétariat aux Peuples, aux Mouvements sociaux...

30-10-2008

"En Equateur, la révolution citoyenne est en marche" Manuela Gallegos Anda est ministre du gouvernement équatorien. Dès l'arrivée de Rafael Correa à la présidence de la république en janvier 2007, la création du « Secrétariat aux Peuples, aux Mouvements Sociaux et à la Participation Citoyenne » lui a été confiée. Elle aborde les grands domaines de compétence du Secrétariat, ainsi que le projet du gouvernement.

- Pouvez-vous nous présenter le Secrétariat aux Peuples, aux Mouvements Sociaux et à la Participation Citoyenne ?- Le « Secrétariat aux Peuples, aux Mouvements Sociaux et à la Participation Citoyenne » est l'outil qui donne le plus de clarté et de profondeur au projet politique du gouvernement équatorien. Dans ce gouvernement, nous parlons toujours de « révolution citoyenne », cela implique un changement radical afin que la population dispose d'une citoyenneté pleine et entière, qu'elle puisse exercer ses droits. Qu'elle connaisse ses droits et ses devoirs, qu'elle s'approprie des espaces de participation et qu'elle exige des comptes de ses représentants élus. Nous croyons en une société organisée, en une société solidaire, en une société qui travaille d'arrache pied pour construire son pays. Ça c'est l'esprit du Secrétariat. Aujourd'hui, nous sommes la réponse à ce que la pseudo démocratie a fait du pouvoir dans notre pays. Une démocratie qui est transformée en un espace de contrôle politique au profit d'une oligarchie. L'Equateur a été sous le contrôle d'une dizaine de familles qui ont régné sur la scène politique, empêchant que la majorité des Equatoriens soient inclus dans un quelconque processus. Une grande partie de la population a ainsi été privée de sa liberté d'exercer tout droit démocratique. Dans ce pays, on « échangeait » un vote contre un t-shirt ; comment pouvait-on parler de démocratie ?- Comment le Secrétariat permet-il de créer et de développer un pouvoir populaire ?- Avant tout avec beaucoup de détermination. A titre personnel, c'est très excitant, j'ai moi-même travaillé dans des organisations de quartiers. En formant ce Secrétariat, j'ai pu réaliser tous mes rêves frustrés, comme n'importe quelle citoyenne qui désire faire entendre sa voix et avoir un espace d'action. Etre citoyen, ça signifie avoir la possibilité d'exercer cette citoyenneté. Sinon, il ne reste que deux solutions pour faire entendre sa voix : le cri ou la pierre.- Des espaces se sont ouverts alors... Bien sûr. C'est la vocation du Secrétariat : faire en sorte que les gens puissent sentir qu'ils disposent d'un espace au sein de l'Etat. Qu'ils sachent qu'ils sont chez eux quand ils entrent dans le Secrétariat. Qu'ils puissent s'exprimer librement. Le rôle du Secrétariat est aussi de canaliser leurs aspirations et leurs attentes. Ensuite, il est très important que la population accède à des informations de première main, sans l'intermédiaire des « grands médias ». Ces « grands médias », qui déforment plus qu'ils n'informent et qui répondent aux intérêts des oligarques qui ont si longtemps dominé le pays. Maintenant, il existe une connexion directe entre les citoyens et l'Etat qui est là pour les servir. Chacun peut s'exprimer et nous aider à faire vivre ces espaces qui s'ouvrent, chacun peut aussi nous permettre de nous rendre compte de nos erreurs afin de les rectifier. Enfin, les citoyens peuvent s'informer librement sur tous les programmes mis en place par le gouvernement. La presse, elle, se contente de mettre en avant tous les aspects négatifs sans s'attarder sur les aspects positifs.- Le Secrétariat travaille à la mise en valeur de l'identité nationale ?- Où va un peuple qui ne sait pas où il vient, qu'on a fait sentir honteux de savoir où il vient, et qu'on a convaincu qu'il est incapable, ou corrompu, ou inférieur ? Au Secrétariat, nous menons un travail très important afin de faire prendre conscience de sa vraie valeur au peuple équatorien. Les Equatoriens ont dû faire preuve d'une grande créativité et d'une grande force afin de pouvoir survivre, hier comme aujourd'hui. Et maintenant, en plus de ceux qui survivent ici, nous avons ces millions d'émigrés qui vont survivre dans les pays les plus riches . L'Europe en est un bon exemple, même si c'est de plus en plus dur pour les étrangers là-bas. Bientôt, ils nous regretteront !- Qu'est-ce que le Secrétariat aux Peuples ?- Le Secrétariat aux Peuples, c'est avant tout la reconnaissance que l'Equateur est un pays plurinational et interculturel. Cela a jamais été aussi clair dans l'histoire de notre pays. Et la nouvelle constitution va encore plus loin dans ce sens .

L'histoire de l'Equateur ne commence pas avec la présence des Incas, et moins encore avec celle des Espagnols. Avant les Incas, il y avait ici d'innombrables cultures, langues et nationalités. Ces langues étaient porteuses de différentes visions, de différentes croyances, de différentes territorialités. Quand nous reconnaissons les peuples, nous reconnaissons ces différences qui font la richesse de l'Equateur. Le fait d'avoir ce Secrétariat aux Peuples nous a permis, par exemple, de saisir les incohérences de notre concept urbain de révolution citoyenne. Bien sûr, pour nous, la révolution citoyenne est un concept vaste et ouvert. Mais comment le faire comprendre à un indigène qui vit dans sa communauté sur les hauteurs de la cordillère des Andes ? C'est quoi ce « citoyen » équatorien et urbain pour lui ? Ce concept, comment peut-il le comprendre, lui qui se considère comme membre à part entière de sa communauté ? Cela nous met dans l'obligation de nous questionner et d'adapter notre manière de communiquer. Enfin, du point de vue administratif, nous avons nommé « Secrétariat aux Peuples » car il a été créé grâce à l'engagement de conseils des peuples qui existaient déjà : le « Conseil du Développement des Nationalités et des Peuples d'Equateur » (CONDEMPE), le « Conseil du Développement du Peuple Montuvio et de la Côte » (CONDEPMOC), et la « Corporation de Développement Afroéquatorien » (CODAE).- Quelles sont les relations du Secrétariat avec les organisations sociales ? D'abord, nous voulons nous appuyer sur les secteurs organisés, et cela implique aussi que ces organisations intègrent une vision d'ensemble du pays. Cette année, le gouvernement a eu de très nombreux contacts avec les organisations sociales. Nous nous sommes souvent réunis avec les syndicats de transports... Nous avons beaucoup travaillé à nouer un vrai dialogue, laissant de côté ces débats de maître chanteur du Si on n'obtient pas ça, vous aurez la

grève ! Nous croyons en une construction collective, c'est pourquoi nous nous réunissons avec les gens, avec les groupes, avec les organisations... Nous leur ouvrons un espace d'expression afin de construire ensemble, de proposer des solutions ensemble. Pour autant, le président Rafael Correa n'accepte aucun chantage. C'est un véritable événement dans ce pays où tout s'obtenait par le chantage. Piller les fonds publics pour en faire profiter une infime minorité, ça ne nous intéresse pas. Les positions du président et du gouvernement sont très claires là-dessus. Il n'y a dans ce pays qu'un seul intérêt à défendre, l'intérêt national ; en aucun cas les intérêts de certains groupes, pas plus que ceux du gouvernement. C'est ainsi que nous avons travaillé, et de grands espaces de dialogue se sont ouverts pour la première fois en Equateur. Un élément important : en un an et demi de gouvernement, il n'y a pas eu une seule grève nationale. Il y a eu deux menaces de grèves et deux ou trois manifestations sur les questions minières. Ces dix dernières, les présidents qui ont précédé Rafael Correa étaient prêts à prendre la porte à ce stade de leur mandat. Je suis allée au Pérou récemment ; le lendemain de mon arrivée, il y avait une grève nationale. La cote de popularité du président Alan García est à 21% alors que celle du président Correa est au-delà des 60%.- Comment définir le projet du gouvernement ?- L'objectif de ce gouvernement est de faire en sorte que chaque tranche de la société remplisse une fonction, mais notre projet à tous s'appelle EQUATEUR. Ceux qui ont mené campagne contre la nouvelle constitution nous ont largement critiqué là-dessus ces derniers temps. Parlons de la planification par exemple. Ce gouvernement planifie la santé. A Quito, il y a l'hôpital Militaire, l'hôpital de la Police, l'hôpital Public, l'hôpital de la Sécurité Sociale et l'hôpital privé. Tous réunis sur un espace confiné, alors que 80% du territoire national est sans hôpital. On ne peut apporter de solution à cela sans planification. De plus, ce gouvernement compte des ministres coordinateurs qui travaillent par grands thèmes. Ils sont chargés de mettre en interrelation les différentes compétences afin de mener des projets en commun sur les thématiques sociales, économiques, politiques... Cela nous permet d'avoir une vision d'ensemble et de rationaliser l'utilisation des ressources financières, humaines... De leur côté, les citoyens disposent du droit et d'espaces de libre expression, tout comme les organisations sociales. Ce qui est fondamental pour nous, c'est d'être positifs, comme nous l'avons été jusqu'à présent. Il y a deux Equateur, l'Equateur négatif, qui a été celui d'un petit groupe de privilégiés, et celui que nous proposons. Et soyons clairs là-dessus, ce nouveau processus n'en est qu'à ses débuts. La véritable histoire du changement, celle de la révolution, commence aujourd'hui, avec la nouvelle constitution. Et ça aussi, ce n'est qu'un début. Je ne crois pas voir un jour les conséquences profondes de ce processus historique. Les deux ou trois générations qui viennent auront ce privilège. - Pour le Secrétariat, quelles avancées majeures propose la nouvelle constitution ?- Un des éléments fondamentaux de la nouvelle constitution consiste à la légitimation d'espaces, de droits et de la participation citoyenne. Le « Conseil de la Participation Citoyenne et du Contrôle Social » va être créé, comme représentation institutionnalisée de la participation citoyenne. C'est ainsi que le pays doit fonctionner afin de réellement institutionnaliser ces espaces. Le Secrétariat va créer des assemblées à partir d'entités territoriales de base comme le quartier, la paroisse, le canton... Ces assemblées seront des espaces de discussion permanente, sur des thèmes spécifiques, ou sur ce qui se passe dans le pays. Comme pour une pâte à pain, nous allons incorporer les gens au débat, aux processus en marche, et nous allons surtout démocratiser la voix du peuple, depuis la base. Notes: 1- Depuis la crise majeure qui a frappé l'Equateur en 1999, trois millions de personnes ont quitté le pays, en quête du rêve américain ou européen. A tel point que l'envoi d'argent aux membres de la famille qui vivent encore en Equateur constitue la deuxième ressource du pays derrière le pétrole. 2- Le 28 septembre dernier, le peuple équatorien a approuvé par referendum une nouvelle constitution (64% oui, 28% non, 7% blanc, 1% nul). Auparavant, 130 représentants avaient été élus par le peuple afin de rédiger ce nouveau projet de constitution pour l'Equateur. Christophe Kenderian, 30/09/2008

Adapté de l'espagnol. CK. En espagnol: Ecuador. "La revolución ciudadana está en marcha"; Entrevista a la ministra Manuela Gallegos Anda

Secretaría de Pueblos, Movimientos Sociales y Participación Ciudadana.

Desde el inicio del mandato presidencial de Rafael Correa en enero 2007, Manuela Gallegos Anda tuvo la oportunidad de crear esta nueva secretaría. ¿Que espacios han sido abiertos por la secretaría en sus 19 meses de existencia? Aporta su visión de un proceso que según ella, recién empieza: "el trabajo por empoderar a los ecuatorianos de su verdadero valor".

¿Puede presentar la Secretaría de Pueblos, Movimientos Sociales y Participación Ciudadana? La Secretaría de Pueblos, Movimientos Sociales y Participación Ciudadana es la manifestación más clara y más profunda de la visión que tiene el gobierno ecuatoriano de su proyecto político. Siempre hablamos de revolución ciudadana, eso implica para nosotros hacer un cambio drástico y radical, para que nuestra población tenga todos los derechos ciudadanos en su plena vigencia y ejecución. O sea que conozca sus derechos y sus deberes, que conozca sus espacios de participación y exija cuentas a sus gobernantes. Creemos también en una sociedad organizada, una sociedad solidaria, una sociedad que trabaja arrojando el hombro para construir su país. Eso es exactamente a lo que responde la secretaría. Hoy somos la respuesta al mal manejo que se ha dado de la pseudo democracia en nuestro país. Una democracia que se transformó en un espacio de control político por un grupo oligárquico. El Ecuador ha sido controlado más o menos por diez familias que han propuesto y ejecutado la política, e impidieron que haya realmente inclusión de la mayoría de ecuatorianos en procesos de todo tipo. Impidieron que gran parte de la gente tenga la libertad de ejecutar su derecho democrático. En un país donde se cambiaba un voto por una camiseta, no se podía hablar de democracia. ¿Cómo se crea y se fomenta un poder popular a través de esta secretaría? Primero, con mucha determinación. En el plano personal, es absolutamente excitante, dado que yo vengo de la organización barrial. Yo he podido ir formando esta secretaría, y hacer posible todos esos sueños frustrados como ciudadana común y corriente, queriendo tener una voz y un espacio de acción. Ser ciudadano significa

tener la posibilidad de ejercer. Sino, la única expresión que le queda a uno es el grito o la piedra. Significa entonces, que han abierto espacios…Claro. A través de la secretaría, lo más grandioso que hemos hecho es abrir espacios donde la gente pueda saber que tiene un sitio en el estado, que es 100% de ella. Sabe cuando llega a la secretaría, que entra en su casa. Segundo, que puede expresar lo que quiera, sea correcto, incorrecto, medio correcto, erróneo, no importa. También, la gente tiene un espacio donde puede canalizar sus expectativas. Luego de eso, es muy importante que la gente obtenga informaciones de primera fuente. Donde no haya esta intermediación hecha por los medios de comunicación masiva, cuando lo que hacen es responder a los intereses de aquel grupo que dominaba el país antes, distorsionando las noticias. Ahora, los ciudadanos tienen una conexión directa con el Estado y el gobierno, que les aclara cualquier duda. Pueden expresarse y colaborar en mejorar el espacio, porque también nos ayudan a medir los errores que estamos cometiendo para poder rectificarlos. Inclusive, pueden también informarse de todos los programas del gobierno. Porque en la prensa, sacan todo lo negativo y muy poco de las posibilidades. ¿La secretaría trabaja por la recuperación de la identidad nacional? Un pueblo que no sabe de dónde viene, al que le han hecho avergonzarse de dónde viene, de su color, y que le han convencido de que es incapaz o corrupto, o inferior, no puede llegar a ningún lado. Por lo tanto, en la secretaría también trabajamos muchísimo justamente por el empoderar a los ecuatorianos de su verdadero valor. ¿Qué pueblo más creativo y más fuerte que el ecuatoriano que ha tenido que sobrevivir en estas condiciones y todavía sigue sobreviviendo? Y ahora no solamente sobrevive adentro sino que hace ricos a los países más ricos. En Europa colaboran también, aunque, cada vez está más cerrado el espacio. ¡Ya nos extrañarán! ¿Qué es la Secretaría de Pueblos? Es algo que ahora más que nunca en la historia esta clarísimo, y más todavía en la nueva constitución. Crear la Secretaría de Pueblos, es justamente reconocer al Ecuador como un país plurinacional e intercultural.

La historia ecuatoriana no empieza ni con los Incas, ni con los españoles. Antes de los Incas, teníamos aquí innumerables culturas y nacionalidades. Había once lenguas en lo que es ahora el territorio del Ecuador. Esas lenguas significaban diferentes espacios territoriales, diferentes visiones, diferentes dioses... Y cuando nosotros reconocemos a los pueblos, estamos reconociendo estas diferencias, que hacen del Ecuador la riqueza y la maravilla que tiene. Hay un solo Ecuador, pero llamarla “Secretaría de Pueblos”, es reconocer una diversidad inmensamente grande que tiene que ver con cuestiones ancestrales. El tener la Secretaría de Pueblos nos ha permitido entender un problema que ha habido en nuestro concepto urbano de revolución ciudadana. Claro para nosotros eso significa hacerse ciudadano desde un punto de vista amplio, pero a un indígena de una comunidad en el alto de la sierra, esto de “ciudadano”, tal vez no lo entienda. No lo entiende porque él se ve como parte de su comunidad. Entonces tenemos otras cosas que ir adaptando también en la forma de comunicar. Por la parte administrativa, la secretaría se llama “de pueblos”, porque estuvo creada con la inscripción de los Consejos de Pueblos que existían en el Ecuador: el Consejo de Desarrollo de las Nacionalidades y Pueblos del Ecuador (CODENPE), el Consejo de Desarrollo del Pueblo Montubio y de la Costa (CONDEPMOC) y la Corporación de Desarrollo Afroecuatoriano (CODAE). ¿Cómo se interrelaciona la Secretaría con los movimientos sociales? Primero, queremos fortalecer lo organizado, y eso implica también que estas organizaciones integren una visión general del país, en el bien común. Este último año, todo el gobierno ha desarrollado mucho el tema de contacto con las organizaciones. Tuvimos muchas reuniones con organizaciones sindicales, de transportistas… Y se ha hecho un gran trabajo de diálogo, pero ya no ese diálogo chantajista del Si no nos dan esto ¡vamos al paro! Cuando uno cree en una construcción colectiva, se reúne con la gente, con los grupos, con las organizaciones… Se les abre el espacio para que expresen y que construyamos juntos las soluciones. Pero también está claro que el presidente Correa es firme en decir que a él no le chantajea nadie. Eso ha sido un hito en este país donde antes se entregaba todo. Yo saqueaba por aquí, les daba una migajita y seguía por acá. Eso no nos interesa. Entonces la posición del gobierno y del presidente han sido clarísimas en eso. Aquí los intereses son nacionales, no son ni de grupo ni de gobierno. Así hemos trabajado y se ha encontrado un gran espacio de dialogo por primera vez en el Ecuador. Recordemos algo importante. En un año y medio de gobierno, no ha habido un solo paro nacional. Viendo los últimos diez años de nuestra historia, ya el presidente estaría con las maletas casi en la puerta. Hubo dos amenazas de paro de algún lado, y unas dos o tres manifestaciones en algún sitio sobre todo por el tema minero. Yo acabo de estar en Perú, y al día siguiente que yo llegue, había un paro nacional. El presidente Alan García tiene un apoyo que no llega al 21% cuando el presidente Correa esta encima del 60%. ¿Podría definir el proyecto del gobierno? Cada espacio en la sociedad cumple una función pero todos vamos hacia un solo proyecto que es Ecuador. Es algo que ha sido criticado últimamente por los que estan en contra de la nueva constitución. Veámoslo por el lado de la planificación. Este gobierno planifica, y evidentemente, si uno no planifica, por ejemplo la salud, ¿que queda? Antes había el hospital militar, el hospital de la policía, el hospital privado, el hospital público y el hospital del Instituto Ecuatoriano del Seguro Social (IESS). Todos en el mismo espacio, con el 80% del territorio ecuatoriano sin hospitales. Eso sólo se soluciona con planificación. Y ahora tenemos los ministros coordinadores, que gestionan espacios por temas, donde se interrelaciona y se hace proyectos conjuntos en el tema social, económico, político… Entonces nos da una visión general y nos fortalece, no se duplican las energías, los recursos... Y por su lado, el ciudadano tiene todo el derecho y el espacio para expresar lo que quiere, y una organización tiene derecho dentro de su tema también, para lo que sea. Fundamentalmente lo que tenemos que hacer es afirmar lo positivo, como lo que hemos hecho siempre. Hay dos Ecuadores, el negativo que fue de privilegios, y el positivo que es él que proponemos. Y estemos claros, recién estamos al inicio del nuevo proceso. Realmente, la historia verdadera del cambio, de la revolución, empieza hoy, con la nueva constitución. Y eso será recién el comienzo: no creo que yo vaya a ver realmente las consecuencias de este proceso histórico, sino que lo van a ver las dos o tres generaciones después. Desde la secretaría, ¿cuáles son los avances más notables con esta constitución? Una de las partes fundamentales de la nueva constitución es la legitimación en espacios, en derechos y en toda la participación ciudadana. Se va a crear el Consejo de Participación Ciudadana y Control Social, como máxima representación institucionalizada de la

participación ciudadana. El país tiene que funcionar de esa manera para que pueda realmente institucionalizar esos espacios. Desde la secretaría, lo que vamos a hacer es crear asambleas para que se procese todo desde el territorio. Me refiero al barrio, a la parroquia, al cantón… Y que todo eso vaya generando una discusión permanente, de temas específicos o de lo que está pasando en el país. Vamos incorporando a la gente a la discusión y a los procesos, y vamos sobre todo democratizando la voz del pueblo, desde abajo.

Christophe Kenderian, 30/09/2008.

Periodista y geógrafo